



Communiqué de presse DH/G/352

Commission des droits de l'homme
Communiqué final

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME TERMINE LES TRAVAUX DE SA SESSION DE 2004

GENÈVE, 23 avril -- La Commission des droits de l'homme a clos, ce matin à Genève, les travaux de sa soixantième session qui s'était ouverte le 19 janvier par l'élection de l'Australien Mike Smith à sa présidence. Durant ses six semaines de travaux de fond, depuis le 15 mars, la Commission a adopté 88 résolutions, 28 décisions et cinq déclarations du Président. Sur les 121 textes adoptés au cours de la session, 46 ont fait l'objet d'un vote.

/...

Le 24 mars, la Commission a tenu une séance extraordinaire d'urgence afin d'examiner la situation dans le territoire palestinien occupé résultant de l'assassinat, le 22 mars, du cheikh Ahmad Yassine. À l'issue de cette séance, la Commission a procédé à un vote pour condamner cet assassinat et exhorter Israël à cesser toute forme de violation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, notant avec inquiétude les incidences de tels assassinats ciblés de dirigeants politiques par les forces israéliennes d'occupation sur la situation générale.

Quatre résolutions ont en outre été adoptées au cours de la session portant respectivement, sur la situation en Palestine occupée; sur la question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine; sur les colonies israéliennes; ainsi que sur les droits de l'homme dans le Golan syrien occupé. Tous ces textes ont fait l'objet d'un vote.

/...

La session de fond de la prochaine session de la Commission des droits de l'homme se tiendra du 14 mars au 22 avril 2005. Une séance se

tiendra le troisième lundi de janvier 2005, à la seule fin de procéder à l'élection du bureau.

Questions de la violation des droits de l'homme dans tous les pays et dans les territoires arabes occupés; droit à l'autodétermination; et autres questions

La Commission a adopté six résolutions et une décision au titre de la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où qu'elle se produise dans le monde dont quatre ont fait l'objet d'un vote. Elle a rejeté un texte et adopté deux motions de non-action visant à ne pas se prononcer sur deux projets de textes. Elle a également adopté par vote trois résolutions au titre de la question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine; trois résolutions, dont deux par vote, au titre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; ainsi que trois textes au titre de l'organisation des travaux de la Commission. (les cotes des projets de résolution et de décision sont indiquées sous forme abrégée, la forme complète étant précédée de «E/CN.4/2004/»)

/...

Par 31 voix pour, 2 voix contre et 18 abstentions, la Commission a adopté une résolution sur **la grave situation dans le territoire palestinien occupé** (L.4) par laquelle la Commission condamne fermement les violations graves des droits de l'homme qui continuent d'être perpétrées dans le territoire palestinien occupé, en particulier le tragique assassinat, le 22 mars 2004, du cheikh Yassine. La Commission note avec inquiétude les incidences de tels assassinats, liquidations et meurtres ciblés de dirigeants politiques par les forces israéliennes d'occupation sur la situation générale et en particulier le risque d'une nouvelle vague de violence. Elle exhorte Israël à respecter le plus strictement les principes du droit international humanitaire et à cesser toute forme de violation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé. Cette résolution a été adoptée dans le cadre d'une séance spéciale dont le tenue a été décidée par 34 voix contre trois, avec 14 abstentions.

Par une résolution sur la **question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine** (L.6 amendé), adoptée par 31 voix pour, 7 voix contre et 15 abstentions, la Commission réaffirme que le peuple palestinien a le droit légitime de résister à l'occupation israélienne afin de libérer sa terre et de pouvoir exercer son droit à l'autodétermination. Elle condamne fermement la pratique de «liquidation» ou «d'exécutions extrajudiciaires» menée par l'armée israélienne à l'encontre des Palestiniens et demande instamment au

Gouvernement israélien de mettre immédiatement fin à ces pratiques. La Commission condamne fermement, entre autres, l'implantation de colonies israéliennes dans le Territoire palestinien occupé et les massacres de Palestiniens perpétrés par les autorités d'occupation israéliennes, notamment les massacres d'enfants qui ont récemment eu lieu à Naplouse, Gaza, Rafah, Al-Nusseirat et Al-Burreij.

Par une autre résolution, relative aux **colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés** (L.19) et adoptée par 27 voix pour, deux contre et 24 abstentions, la Commission se déclare profondément préoccupée par tous les actes de violence, qu'elle condamne fermement, et prie instamment l'Autorité palestinienne de faire la preuve de sa détermination à lutter contre le terrorisme et la violence extrémiste. Elle est également fortement préoccupée par la poursuite de la construction de la barrière dite de sécurité dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est et alentour, ainsi que par le tracé prévu pour la barrière dite de sécurité en Cisjordanie occupée. La Commission prie instamment le Gouvernement israélien de mettre immédiatement un terme à l'expansion des colonies existantes, y compris à leur «croissance naturelle», et exige qu'Israël arrête la construction de la barrière dite de sécurité dans le territoire palestinien occupé.

Par une résolution sur les droits de l'homme dans le **Golan syrien occupé** (L.12), adoptée par 31 voix pour, une voix contre et 21 abstentions, la Commission engage Israël, puissance occupante, à respecter les résolutions pertinentes, en particulier la résolution 497 (1981) par laquelle le Conseil de sécurité a décidé que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé était nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international. La Commission engage également Israël à renoncer à modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut juridique du Golan syrien occupé. La Commission engage en outre Israël à renoncer à imposer la citoyenneté israélienne et le port de cartes d'identité israéliennes aux citoyens syriens du Golan syrien occupé.

Dans une résolution sur la situation en **Palestine occupée** (L.7), adoptée par 52 voix pour et une contre, la Commission réaffirme le droit inaliénable, permanent et absolu du peuple palestinien de disposer de lui-même, y compris son droit d'établir son État palestinien souverain et indépendant, et souhaite que ce droit soit réalisé au plus vite.

/...

